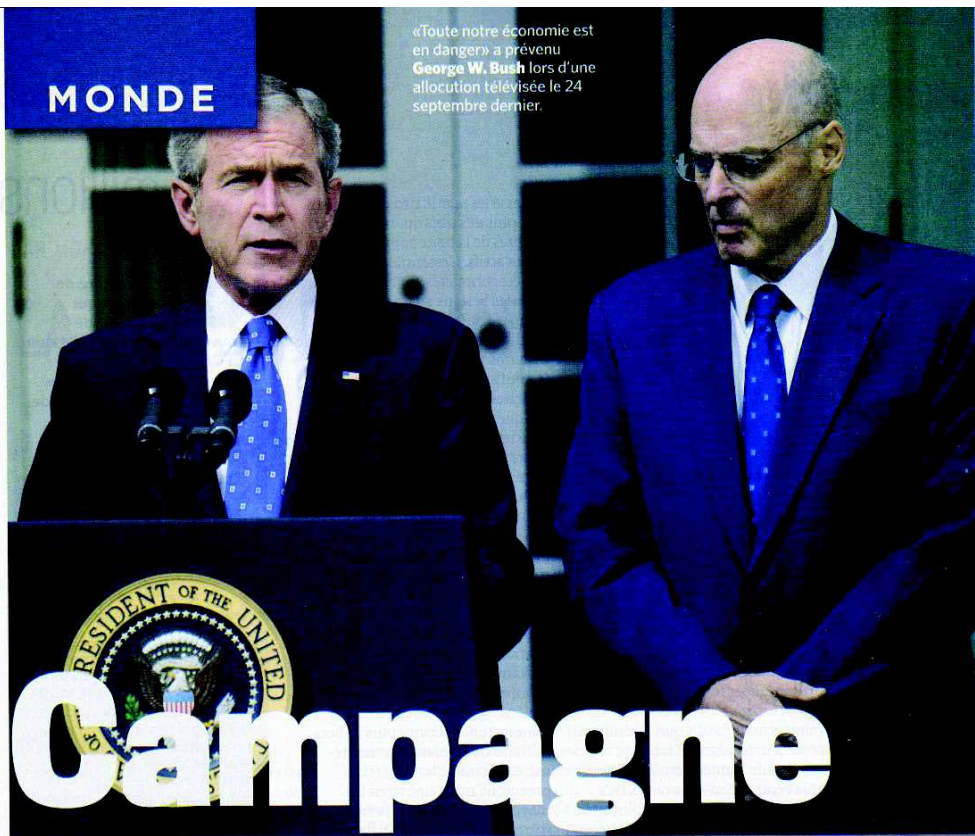


«Toute notre économie est en danger» a prévenu George W. Bush lors d'une allocution télévisée le 24 septembre dernier.



Campagne sur fond de crise

Etats-Unis. L'économie s'impose plus que jamais parmi les sujets phares des élections présidentielles. La conjoncture actuelle permet à Barack Obama de creuser l'écart par rapport à son concurrent John McCain.

La crise financière enclenchée par les prêts immobiliers à risque aux Etats-Unis, les subprimes, a pris un nouveau tournant lors des deux dernières semaines. Les menaces de faillite et les procédures de rachat en extremis de

plusieurs géants américains n'ont cessé de se succéder, révélant l'instabilité croissante des marchés financiers. Vendredi 26 septembre, les Bourses du monde entier piquaient du nez, après la cessation de paiement de la banque Washington Mutual, la plus grosse faillite jamais enregistrée dans le secteur bancaire

américain. Wachovia, la sixième banque des Etats-Unis en termes d'actifs, aurait à son tour entamé des discussions avec plusieurs partenaires potentiels pour sa recapitalisation. Le président sortant George W. Bush s'était montré jusque là confiant. Mais devant l'ampleur de cette crise financière, il a bien évidemment reconsidéré sa position. «Nous sommes au milieu d'une crise financière grave», a-t-il affirmé, le 24 septembre, lors d'une allocution télévisée. Et d'ajouter : «Toute notre économie est en danger». Rappelant qu'il était «un fervent partisan de la libre entreprise» et donc incliné à s'opposer à une intervention du gouvernement, il a avoué : «Mais nous ne sommes pas dans des circonstances normales».

Une crise durable

PAR CONSÉQUENT, GEORGE W. BUSH a appelé à l'adoption, via un compromis entre républi-

cains et démocrates, d'un programme de relance qui permettrait de limiter les effets néfastes de la crise. Des discussions ont ainsi lieu depuis le 25 septembre entre les parlementaires des deux parties, sous l'égide du président et des candidats à sa succession, le républicain John McCain et le démocrate Barack Obama. Ces discussions s'avèrent cependant difficiles, chacun ayant un plan de sauvetage différent. Les démocrates sont pour le principe d'une enveloppe de 700 milliards de dollars qui permettrait de racheter les actifs des banques. Cette aide est échelonnée en plusieurs tranches et soumise à des conditions favorisant une plus grande transparence à travers la création d'un poste d'inspecteur général qui serait chargé de superviser les activités du Trésor. Quant aux républicains, ils défendent le principe de non-intervention de l'Etat, rejetant la perspective de rachat des actifs «toxiques», lui préférant la création d'un système d'assurance qui serait financé par les banques elles-mêmes, doublé d'une baisse temporaire des impôts. Dans un contexte où l'on n'hésite plus à parler de crise économique et de risques probables de récession à l'échelle mondiale, il n'est pas étonnant de voir que l'économie s'impose plus que jamais comme l'enjeu le plus impor-

John McCain a annoncé, à la surprise générale, qu'il suspendait sa campagne pour se consacrer à la crise.

tant aux yeux du citoyen américain. La campagne électorale connaît ainsi une nouvelle inflexion.

Le défi à relever.

FACE À CETTE NOUVELLE DONNE, le candidat démocrate semble mieux s'en tirer que son rival. Alors que John McCain a annoncé, à la surprise générale, qu'il suspendait sa campagne pour se consacrer entièrement à la crise, Barack Obama a insisté pour que le premier débat télévisé ait tout de même lieu comme prévu, vendredi 25 septembre. Le candidat républicain avait en effet demandé à ce que le premier face à face soit reporté, se heurtant au refus de la Commission indépendante de l'organisation des débats présidentiels. Il a d'ail-

leurs laissé planer le doute jusqu'au bout sur sa participation. Quant à Barack Obama, il a affirmé que, pour être président, il fallait savoir «affronter plusieurs problèmes à la fois» et a estimé que «c'est exactement le moment pour le peuple américain d'entendre la personne qui dans une quarantaine de jours sera chargée de gérer cette pagaille».

Le fait de ne pas interrompre sa campagne tout en annonçant sa participation à la réunion organisée le 25 septembre à la Maison Blanche en vue de l'adoption d'un plan de sauvetage a valu à Barack Obama une hausse conséquente dans les derniers sondages. Les Américains le considèrent en effet plus apte que son concurrent à gérer la crise économique. Dans un sondage publié le 24 septembre par le *Washington Post*, Barack Obama compte neuf points d'avance sur John McCain (52% contre 43%) alors que cet écart était de deux points seulement à l'issue des conventions des deux partis, il y a deux semaines à peine (49% à 47%). Concernant le débat télévisé, il a finalement eu lieu. Et si les deux camps se sont empressés de revendiquer la victoire, les sondages effectués immédiatement après le face à face se révèlent eux aussi plus favorables à Barack Obama qui semble ainsi remporter la première manche. Selon un sondage réalisé par CNN par exemple, 51% des personnes interrogées se sont prononcées pour Barack Obama contre 38% pour John McCain. Chez les indécis, une frange déterminante dans ces élections, 39% considèrent le démocrate vainqueur contre 25% pour le républicain.

Enfin, le 2 octobre, c'est à la colistière de John McCain, Sarah Palin, d'affronter Joe Biden, du «ticket» démocrate. L'effet du coup médiatique réalisé par le candidat républicain à l'annonce de l'identité de sa colistière à la Convention de Saint Paul s'est néanmoins essoufflé depuis. Sarah Palin, ce gouverneur de l'Alaska, homophobe, anti-avortement et qui n'a jamais quitté les Etats-Unis avant 2007, a accumulé les bévues révélant son manque de connaissance en politique étrangère.

Récemment encore, dans une interview accordée à la chaîne CBS, elle a fait l'impasse sur plusieurs questions relatives aux orientations et aux choix économiques de John McCain, ce qui remet en cause la cohésion du «ticket» républicain. En froid avec les journalistes, Sarah Palin a d'ailleurs pris soin de ne convoquer aucune conférence de presse depuis sa nomination.

AMINA BOUBIA

LOBBY

Quand Hollywood s'en mêle...

HOLLYWOOD AIME BARACK OBAMA. En effet, la liste des stars du cinéma qui soutiennent le candidat démocrate à la Maison Blanche est longue : George Clooney, Will Smith, Scarlett Johansson, Sharon Stone, Halle Berry, Jennifer Aniston, Robert De Niro ou encore Tom Hanks. Parmi tant d'autres, ces vedettes du grand écran ont annoncé ouvertement leur appui au jeune sénateur métis de l'Illinois. Aussi, les collectes de fonds, organisées par exemple par le trio des studios DreamWorks Steven Spielberg, David Geffen et Jeffrey Katzenberg, connaissent un véritable succès en Californie. Cet enthousiasme hollywoodien pour celui que

l'on compare souvent à JFK et à Martin Luther King a joué jusqu'ici un rôle non négligeable auprès des jeunes électeurs démocrates, notamment pendant le duel acharné des primaires qui a opposé Barack Obama à Hillary Clinton. Mais l'influence de ces people pourrait se révéler moins importante dans cette dernière ligne droite de la course pour la Maison Blanche où il affronte le candidat républicain John McCain. Ce dernier est d'ailleurs soutenu par Arnold Schwarzenegger et Sylvester Stallone, dont l'apport peut se révéler très utile pour rallier les électeurs du milieu rural, plus sensibles à ce genre de célébrités. Du fait de l'enjeu, le soutien des stars sera par conséquent l'objet de stratégies électorales précises. Il est ainsi très probable que Tom Hanks soit mis en avant par l'équipe de campagne de Barack Obama en raison de son image d'Américain moyen sans histoires.

